

*Questions orales***INVESTISSEMENT CANADA**LA VENTE DE LA WEST KOOTENAY POWER AND LIGHT  
COMPANY À UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

**M. Ray Skelly (Comox—Powell River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Les modifications que les conservateurs apporteront ce soir à la Loi sur les brevets se traduiront par une augmentation du prix des médicaments pour les Canadiens . . .

**Des voix:** Non.

**M. Mazankowski:** C'est faux.

**M. Skelly:** Les modifications apportées à la Loi sur l'examen de l'investissement étranger qui ont permis la vente de la West Kootenay Power and Light à des Américains se traduiront par une augmentation du prix de l'électricité pour les consommateurs de la Colombie-Britannique.

**Des voix:** La question!

**M. Skelly:** Le ministre sait-il que les lois américaines ne permettraient pas la vente d'un service public à des Canadiens parce que ce ne serait pas dans l'intérêt des Américains? Est-ce que le gouvernement a l'intention de modifier et d'améliorer la Loi sur l'examen de l'investissement étranger de manière à interdire une telle vente qui n'est pas dans l'intérêt des Canadiens?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, certainement pas. C'est grâce à la politique du gouvernement actuel en matière d'investissement que le Canada a connu des niveaux records d'investissement, de croissance et de création d'emplois. C'est là un résultat direct de l'instauration d'un climat favorable qui permet aux entrepreneurs de se mettre à l'oeuvre, de créer des emplois et faire fonctionner l'économie.

**M. Skelly:** Le hic, comme le fait ressortir le ministre, c'est qu'il y a une différence entre investissement et braderie.

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Ray Skelly (Comox—Powell River):** Monsieur le Président, le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Vander Zalm, a déclaré que tous les actifs du gouvernement de sa province étaient à vendre. Si ce gouvernement vendait les traversiers de la province à Blackball Corporation de Seattle, est-ce que le gouvernement fédéral l'approuverait?

**M. le Président:** Le député sait que, la plupart du temps, une question suffit.

**M. Skelly:** Puis-je résumer en une seule question, monsieur le Président . . .

**Des voix:** Non.

**M. Skelly:** Le gouvernement vendra-t-il le Canada au complet ou s'est-il fixé une limite? Pouvez-vous déclarer à la Chambre que vous n'êtes pas prêt à vendre la West Kootenay Power?

**M. le Président:** Le député a donné plusieurs choix au ministre.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, le député parle de la différence d'idéologie qui existe entre son parti et le Crédit social de la Colombie-Britannique. J'avais cru que cette question avait été réglée à l'occasion des dernières élections provinciales. Il est évident que les créditistes ont remporté cette manche.

\* \* \*

**LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI**DEMANDE DE TRANSFERT DE CRÉDITS POUR CONSTRUIRE DES  
MAISONS DANS LES RÉSERVES INDIENNES

**M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il y a plusieurs mois, comme il le sait, le ministre des Affaires indiennes et du Nord lui a demandé officiellement, et il s'agissait selon moi d'une demande très raisonnable, que des crédits du Programme de la planification de l'emploi soient transférés afin que le ministère des Affaires indiennes s'en serve pour créer des emplois dans les réserves indiennes et, du même coup, pour construire des maisons.

La proposition était excellente. Le ministre a reçu une demande écrite en ce sens et il a eu un bon moment pour y réfléchir. Est-il disposé aujourd'hui à dire à la Chambre qu'il a pris une décision favorable à ce sujet?

[Français]

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, j'ai effectivement reçu de la part de mon collègue le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien une demande qui date de quelques mois concernant un montant de 8 millions de dollars, applicables ou transférables à la stratégie de l'emploi sur la construction de logements sur les réserves indiennes.

Maintenant, la situation actuelle du budget concernant la stratégie de l'emploi ne me permet pas, à ce stade-ci, de garantir à mon collègue que je suis en mesure de transférer les sommes auxquelles il se réfère.

Cependant, nous examinons toujours, avec mon collègue des Affaires indiennes et du Nord canadien, la possibilité de voir s'il y aurait une façon quelconque d'utiliser certains fonds.

Mais j'avoue, encore une fois, que c'est excessivement difficile parce que les fonds de la stratégie de l'emploi sont définis et que cette demande-là n'était pas à l'origine, considérant qu'il s'agit, encore une fois, d'une demande particulière applicable d'une façon particulière à une clientèle, j'avoue qu'elle est particulière, mais qu'elle se situe dans le cadre de l'ensemble de la stratégie de l'emploi.